

Unité départementale du Rhône  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Maison François Cholat**

Thuile  
BP. 4  
38510 Morestel

Références : UDR-CRT-25-210-MPS  
Code AIOT : 0010600302

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement Maison François Cholat implanté 138 Chemin Latéral 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. L'inspection a été annoncée le 29/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection avait pour objectifs de :

- faire suite aux observations de la précédente inspection,
- vérifier le respect de certaines prescriptions relatives aux risques accidentels et aux rejets des installations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Maison François Cholat
- 138 Chemin Latéral 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0010600302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Maison François CHOLAT est autorisée à exploiter, 138 Chemin Latéral à Saint-Pierre-de-Chandieu, une installation de stockage de céréales d'une capacité totale de 27 576 m<sup>3</sup>.

Les activités principales exercées sur ce site sont la réception, le séchage au besoin, le stockage et l'expédition de céréales.

L'établissement comprend une tour de manutention centrale, un groupe de six cellules de stockage, trois groupes de quatre cellules chacun, ainsi que deux séchoirs dédiés au traitement des céréales.

Les équipements de manutention et de traitement comprennent notamment : 10 transporteurs à chaînes, 5 élévateurs à godets, 18 cellules de travail ou de stockage.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- ATEX
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de l'inspection 2020 - Visite Séchoir n°2	Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
2	Suites_INSP_2020_conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Risques Poussières	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Règles générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
5	Analyse des risques explosion et incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Contrôle des installations	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 25	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de séchage		prescription	
7	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.6 et 6.3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Connaissance des risques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Protection contre les risques électriques	Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 15	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Récupération et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 36	Demande d'action corrective	2 mois
13	Clôtures du Site	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Protection contre les risques électrostatiques	Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des non-conformités, dont certaines sont majeures, nécessitant des actions correctives à brèves échéances de 15 jours à 2 mois.

#### Clôture défaillante en bordure de la voie ferrée

Des brèches ont été relevées dans la clôture de séparation entre la voie ferrée très fréquentée Lyon-Grenoble et l'établissement. Leur réparation s'impose dans un délai court.

#### Installation électrique et atmosphère explosible (ATEX)

Les rapports d'installations électriques identifient des défauts avec des enjeux de sécurité, notamment des équipements insuffisamment étanches aux poussières, un poste haute tension en

état dégradé, et l'absence de documents réglementaires relatif aux risques d'explosion en atmosphère explosives telle que celles pouvant être générée par des poussières de céréales. Ces défauts doivent être corrigés dans les meilleurs délais.

#### Sécheur de céréales

Le système de séchage présente des défauts affectant directement la sécurité et les émissions atmosphériques (NOx, CO/CO<sub>2</sub>..) : un mécanisme de coupure automatique non vérifié, régulation du mélange air/gaz défectueuse.

L'alarme associée au brûleur est inaudible depuis le poste de contrôle.

Une révision approfondie et des tests de sécurité doivent être engagés rapidement.

#### Déchets

Manque de vigilance quant à la gestion des déchets : nombreux pneumatiques usés recouverts de végétation, quelques fûts de produits chimiques stockés dans un abri dégradé...Une observation à ce sujet avait déjà été effectuée en 2020. Les pneumatiques usés semblent provenir de l'installation de traitement de pneumatiques usés voisine.

#### Empoussièrlement des installations

Un empoussièrlement excessif est observé, notamment près des équipements électriques. Cet empoussièrlement accroît les risques de formation d'atmosphère explosive et d'incendie.

Le nettoyage doit être renforcé et un protocole de suivi conforme à la norme NF X 43-007 doit être mis en place pour prévenir tout risque d'explosion.

#### Analyse des risques explosion/incendie (actualisation, suivi..)

Alors que la réglementation fixe une évaluation annuelle de l'analyse des risques explosion/incendie, aucune actualisation n'a été effectuée depuis 2020. L'actualisation à réaliser doit prendre en compte les nouveaux équipements, le suivi des rapports d'inspection électrique, de l'empoussièrlement...

#### Formation du personnel

Le plan de formation du personnel est lacunaire et excessivement général. Notamment, il n'établit pas les formations à suivre pour le personnels non-permanent depuis 2020, laissant les équipes non sensibilisées aux risques majeurs (sécurité, ATEX, environnement). Un programme incluant : thèmes, calendrier et preuves de suivi, doit être élaboré et déployé sans tarder.

#### Rejets atmosphériques en poussières

Aucune mesure des rejets atmosphériques n'a été réalisée depuis 2020, alors que la réglementation impose un contrôle tous les deux ans. Les derniers relevés indiquaient un dépassement des Valeurs Limites d'Émission (VLE) pour les poussières.

Ces mesures doivent être effectuées en 2026 lors de périodes représentatives.

#### Suivi de la mise hors service d'organe de sécurité

Le suivi de l'inspection de 2020 a permis de relever que la traçabilité des mises hors services des organes de sécurité n'était pas assurée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi de l'inspection 2020 - Visite Séchoir n°2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention et détection des appareils exposés aux poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 19 - Signalement des incidents de fonctionnement</u>  Les silos devront être équipés d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.  Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.
<b>Constats :</b>  Le rapport relatif à l'inspection de 2020 fait état du défaut de suivi de la mise hors service (shunt) d'automatisme de sécurité.  Reprenant le constat de 2020, l'exploitant a indiqué oralement que le dysfonctionnement était imputable à l'usure du capteur de surchauffe sur un élévateur, d'où la mise hors service de l'automatisme de sécurité dans lequel intervient ce capteur.  Les documents présentés ont permis de relever que le suivi des shunts n'était pas assuré. En effet, l'exploitant n'a toujours pas révisé sa procédure de gestion des shunts, comme cela avait été exigé lors de la précédente inspection (2020). Ni les causes du dysfonctionnement et ses enseignements possibles, ni la date de remise en service n'étaient consignées.  Par ailleurs, la procédure de shunt présentée ne prévoit aucune mesure d'horodatage (enregistrement/inscription systématique de la date et de l'heure) pour les actions réalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit intégrer une analyse des causes des dysfonctionnements, ainsi qu'un horodatage dans sa procédure de gestion des shunts.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Suites\_INSP\_2020\_conformité des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique de la conformité des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>

## ARTICLE 19 - Installations électriques

Le matériel électrique utilisé est approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations de stockage sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants parasites et la foudre.

Les équipements concourant à la sécurité du silo restent sous tension et sont conçus conformément à la réglementation en vigueur.

L'éclairage de sécurité (évacuation, secours et balisage) est au minimum de type C conformément aux réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables. Le matériel électriques est en outre protégé contre les chocs.

Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères déterminées sous la responsabilité de l'exploitant, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Les sources d'éclairage inadaptées sont interdites dans ces zones.

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle est effectué tous les ans par un organisme agréé. Cet organisme mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **Constats :**

*Lors de l'inspection de 2020 l'exploitant n'a pas justifié la levée de l'ensemble des défauts et des non-conformités des installations électriques constaté par le contrôleur technique. L'inspection avait relevé, dans le rapport de contrôle électrique Q18 de 2020, que des constats de non conformité étaient renouvelés d'une année à l'autre.*

Inspection 2025 : l'analyse des documents et des registres/rapports d'interventions établis par les organismes de contrôle a mis en évidence plusieurs incohérences documentaires et des lacunes persistantes.

D'une part, l'Inspection relève dans les rapports Q18 et Q19 présentés pour l'année 2025 un défaut de cohérence avec les comptes rendus des interventions électriques. Les documents présentés s'avèrent insuffisants pour justifier de la mise en œuvre des mesures correctives.

En outre les rapports Q18 et Q19 pour l'année 2024, n'ont pas pu être présentés lors de l'inspection. Le rapport Q19 a été communiqué par la suite par mail à l'inspection.

Dans ces rapports, l'Inspection relève des non-conformités récurrentes d'une année à l'autre.

S'agissant du non-suivi des observations formulées dans les rapports Q18 et Q19 (2025), deux points retiennent particulièrement l'attention de l'Inspection :

1 - Un compte-rendu d'intervention d'un prestataire électrique de l'exploitant (courriel à DREAL du 14/10/2025), révèle la persistance de 12 anomalies critiques concernant le poste haute-tension. Malgré l'établissement d'un devis, les travaux correctifs n'ont toujours pas été finalisés à ce jour.

2 - Le constat par l'Inspection lors de cette visite d'un empoussiérage excessif. Ce constat

considéré avec des non-conformités électriques récurrentes majeure les risques. En effet, parmi les 12 points critiques susvisés, certains sont mis en lien avec l'empoussiérage.

Les anomalies affectant le poste haute tension (HT) sont préoccupantes. De la végétation (ronce, lierre...) colonise le poste par des interstices et aération, la poussière y est excessive, plusieurs équipements essentiels sont hors service ou défectueux : éclairage de secours défectueux, système de coupure d'urgence inopérant, sectionneur grippé, fusibles endommagés et fuite d'huile non traitée. Ces dysfonctionnements exposent le site à des risques accrus d'incendie, d'électrocution et de pollution.

Dans un mail du 18 novembre 2025 l'exploitant confirme qu'une intervention corrective est programmée les 12 et 13 janvier 2026 avec un prestataire.

Par ailleurs l'analyse des documents transmis par mail a permis de relever que les vérifications des zones ATEX n'ont été que partiellement réalisées, en raison de l'absence de présentation du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) au contrôleur. Il y a là une carence majeure en matière de sécurité.

L'exploitant a transmis, par mail, le 16/12/2025, une photographie attestant du débroussaillage du poste haute tension HT. Cependant, les éléments fournis ne permettent pas de justifier la réalisation de l'intégralité des actions correctives requises.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit engager les actions nécessaires pour répondre aux non conformités ici relevées. Il communiquera à l'inspection les actions définies en ce sens avec l'échéancier de celles-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Risques Poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières à l'intérieur des installations

**Prescription contrôlée :**

ARTICLE 13 - Nettoyage des locaux

Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les machines; les chemins de câbles, les gaines, les canalisations et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



<p>La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 50 g/m² sur une surface qui aura été définie, en accord avec l'inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier.</p> <p>L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des mesures de retombées de poussières à l'intérieur des locaux ; les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.</p> <p>Le nettoyage des ateliers sera, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.</p> <p>Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. L'usage d'air comprimé pour le nettoyage des locaux est proscrit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté un empoussièrement excessif au sein du silo : estimation de plus de 2 cm de poussières sur des gardes corps, sur des poutres métalliques... (cf. photographies jointes). Il est relevé que l'exploitant nettoie les indicateurs d'empoussièrement (croix de sécurité), mais néglige les zones adjacentes.</p> <p>Le constat ci-avant sur le suivi des installations électriques mentionne également cet empoussièrement.</p> <p>Le registre d'entretien consulté lors de l'inspection confirme l'absence d'évolution des pratiques de nettoyage depuis 2024.</p> <p>Face à ces constats, l'exploitant a engagé le jour même de l'inspection des actions de dépoussiérage dans les zones où des risques d'échauffement apparaissent : au niveau des pièces mécaniques en mouvement, des équipements électromécaniques et des installations électriques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• finalisera les opérations de nettoyage (dépoussiérage engagé) ;</li> <li>• révisera et précisera ses procédures de limitation de l'empoussiérage ;</li> <li>• précisera les dispositions de contrôle de l'empoussiérage.</li> </ul> <p>Il rendra compte à l'inspection des actions engagées en ce sens.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Règles générales d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des incendies et explosions</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>ARTICLE 14 - Règles générales d'exploitation</u></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents présentés et transmis montrent une absence de plan de formation formalisé en dépit de la réalisation de deux sessions de formation en 2025, l'une portant sur la manipulation des extincteurs, l'autre sur les risques IEP "Risques SILO" pour un salarié.</p> <p>L'extrait d'un plan de formation pour 2026 communiqué après l'inspection le 18/11/2025 par mail, ne contient que 1 ligne et mentionne seulement une formation à l'habilitation électrique, mais sans préciser de date.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter les consignes d'exploitation et le suivi des formations dispensées au personnel non permanent (intérimaires, sous-traitants, etc.), pourtant soumis aux mêmes risques et obligations de sécurité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier les besoins spécifiques de formation au delà des seules habilitations électriques ;</li> <li>- identifier les besoins de formation tant pour le personnel permanent que non permanent ;</li> <li>- définir des consignes d'exploitation requises le code de l'environnement ;</li> <li>- mettre à disposition ces consignes à son personnel.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Analyse des risques explosion et incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des incendies et explosions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 5</u></p> <p>".....Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des</p>

installations classées."
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'analyse annuelle des causes possibles des événements précurseurs d'explosion et/ou d'incendie, prévue par les prescriptions de l'arrêté ministériel, n'a pas été réalisée pour les années antérieures à 2025 (2020 à 2025). L'exploitant indique que cette analyse est en cours de réalisation pour l'année 2025, avec une finalisation prévue au début de l'année 2026 (comme précisé par mail en date du 14/11/2025).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communiquera, au titre de l'année 2025, à l'inspection l'analyse des causes requise.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Contrôle des installations de séchage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séchage / Chaleur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>ARTICLE 25 - Installations de séchage</u></p> <p>En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.</p> <p>Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ...</p> <p>Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits.</p> <p>Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se déclencher.</p> <p>Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées.</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

## **Constats :**

Lors de l'inspection menée sur le site, plusieurs anomalies et lacunes ont été identifiées, concernant notamment les systèmes de contrôle-commande, la gestion des températures, la sécurité des brûleurs et l'efficacité des alarmes, ainsi que la traçabilité et l'actualisation des procédures de maintenance.

### **Incohérences et risques liés aux systèmes de contrôle-commande**

L'inspection a révélé l'existence de contradictions importantes entre les deux systèmes de supervision actuellement en place. En effet, un panneau de contrôle analogique reste actif et affiche des informations, alors même qu'une supervision informatisée est censée assurer cette fonction de manière exclusive. Or, les données présentées par ces deux systèmes s'avèrent contradictoires pour certains paramètres, ce qui expose l'exploitation à des risques d'erreur de pilotage et de mauvaise interprétation des paramètres critiques.

À ce sujet, l'exploitant a indiqué que le panneau analogique n'était plus fonctionnel et que seule la supervision informatique était opérationnelle. Toutefois, cette affirmation n'a pu être vérifiée sur place, dans la mesure où le panneau analogique continuait d'afficher des informations. Par courrier électronique en date du 18 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection qu'une intervention était prévue durant la semaine 48 avec un prestataire externe, en vue de procéder à la mise hors tension définitive du panneau analogique.

### **Déficiences dans le contrôle des températures et la maintenance du séchoir**

Le suivi des températures au niveau du séchoir est effectuée actuellement de manière exclusivement manuelle, avec des relevés consignés heure par heure dans un registre. Un contrôle visuel quotidien est réalisé lors des opérations de nettoyage. Cependant, aucune procédure formalisée d'entretien et de nettoyage n'a pu être présentée lors de l'inspection, bien que les registres de relevés, de maintenance et de nettoyage aient été mis à disposition (voir constat relatif aux consignes).

Cette absence de cadre structuré pour la maintenance préventive et corrective augmente les risques.

L'exploitant a transmis, par courrier électronique le 14/11/2025, le compte rendu d'intervention de son prestataire en date du 18/07/2025, dans lequel quatre observations critiques sont mentionnées.

Il a également communiqué, par mail le 20/11/2025, la procédure de nettoyage des séchoirs (référence G-COL-EN-01, datée du 18/01/2005). Ce document n'a donc pas fait l'objet d'une mise à jour depuis vingt ans, alors même que des modifications significatives ont été apportées aux équipements. Cette obsolescence procédurale remet en cause l'adéquation des pratiques actuelles avec les configurations techniques réelles et les exigences de sécurité en vigueur.

### **Absence de vérification du système de sécurité des brûleurs**

L'inspection n'a pas pu constater le bon fonctionnement de la coupure automatique des brûleurs en cas de dépassement des températures seuils hauts. Ce automatisme est essentiel pour prévenir les risques d'incendie.

Bien que l'exploitant ait affirmé que ce système était opérationnel, aucune démonstration pratique ni document technique (test de fonctionnement, certificat de conformité, rapport d'essai) n'a pu être produite lors de l'inspection.

L'exploitant a indiqué que le prestataire en charge de la maintenance du brûleur assurait un contrôle rigoureux de cet équipement. Il reste qu'il n'y a pas de trace formelle de ce type de contrôle.

#### **Insuffisance de l'audibilité de l'alarme sonore du séchoir**

L'alarme sonore du séchoir est bien fonctionnelle, Toutefois son niveau sonore est presque inaudible dans le bureau des opérations du site dans lequel le seul employé permanent est le plus souvent.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant rendra compte à l'inspection des actions engagées pour répondre aux non-conformités constatées :

1. L'exploitant doit remédier aux dysfonctionnements des systèmes de contrôle, de supervision et d'alerte du séchoir.
2. L'exploitant établira un plan d'action corrective et/ou conservatoire vis à vis de l'obsolescence de l'automate du séchoir.
3. L'exploitant doit réaliser les travaux nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du séchoir et répondre aux observations de son prestataire à savoir : les câbles d'alimentation des ventilateurs mal positionnés et non serrés dans les presses étoupes des moteurs, les baffles de mélange d'air du brûleur inférieur sont hors service et le plancher au-dessus du brûleur supérieur est à remplacer.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 7 : Surveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets Atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

Article 25 - Contrôle des émissions

"L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières..."

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de relevé des mesures de ses émissions de poussières.</p> <p>Un rapport établi par APAVE en 2020 (conforme à la rubrique 2910) a été transmis par courrier électronique le 14 novembre 2025, accompagné de la confirmation qu'un nouveau contrôle sera réalisé par un organisme agréé le 4 décembre 2025. Force est de constater qu'aucun suivi n'a été effectué entre 2021 et 2025, laissant ainsi une période de cinq années sans aucune vérification des émissions.</p> <p>Les mesures des rejets atmosphériques 2025 du séchoir ne seront pas pertinentes, la campagne de séchage 2025 étant désormais terminée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit présenter à l'inspection le rapport des essais et mesures pour l'année 2025 et faire réaliser par un organisme agréé des mesures des rejets atmosphériques de son séchoir au cours de l'année 2026, sur une période représentative (pendant la campagne de séchage 2026).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 8 : Surveillance des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.6 et 6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphérique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6.2.6 - Valeurs limites de rejet (générateur de chaleur directe) Arrêté Ministériel du 03/08/2018</p> <p>"...Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014...Valeur limite d'émission (mg/Nm3)...Poussières : 50"</p> <p>6.3 - Mesure périodique de la pollution rejetée Arrêté Ministériel du 03/08/2018</p> <p>"I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des</p>

échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats..."

**Constats :**

L'inspection relève l'absence de campagne de mesures (prélèvements et analyses) des émissions dans l'air depuis 2020.

Le rapport de 2020 de mesures et d'essais de l'organisme agréé révèle par ailleurs des non-conformités, notamment un dépassement des Valeurs Limites d'Émission (VLE) à 134 mg/Nm<sup>3</sup>, ainsi qu'un non-respect des exigences de rendement relatives aux émissions de NOx. Ces écarts significatifs marquent des dysfonctionnements techniques persistants.

Parmi les causes identifiées de ceux-ci, deux anomalies retiennent l'attention :

1. Les baffles de mélange d'air du brûleur-séchoir, signalés comme hors service dans le compte rendu du prestataire de maintenance, compromettent l'efficacité de la combustion, favorisant ainsi la formation de zones de combustion incomplète. Cette défaillance se traduit par un rendement NOx dégradé.
2. L'empoussièrement chronique du site constitue un facteur aggravant, Le local dédié à la réception des résidus du dépollueur n'est pas isolé, ce qui conduit à un ré-entraînement des poussières vers l'atmosphère.

L'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation des actions correctives nécessaires aux regards des écarts ci-dessus.

Par courrier électronique le 14 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection qu'un nouveau contrôle sera réalisé par un organisme agréé le 4 décembre 2025. Il ressort ainsi qu'aucun suivi n'a été effectué entre 2021 et 2025, laissant ainsi une période de cinq années sans vérification des émissions.

Des mesures des rejets atmosphériques fin 2025 du séchoir ne seraient pas pertinentes, la campagne de séchage 2025 étant terminée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant présentera à l'inspection :

- le rapport des essais et mesures à faire réaliser par un organisme agréé au cours de l'année 2026 sur une période représentative de fonctionnement du séchoir (pendant la campagne de séchage 2026) ;
- en cas de dépassement des limites de rejet, les actions correctives adoptées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 9 : Connaissance des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques ATEX et électriques

### Prescription contrôlée :

#### Article 19 (arrêté préfectoral du 16/05/2007)

"...Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères déterminées sous la responsabilité de l'exploitant, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Les sources d'éclairage inadaptées sont interdites dans ces zones. Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle est effectué tous les ans par un organisme agréé. Cet organisme mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées."

Article 9 (arrêté ministériel du 29/03/2004)"...L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées..."

### Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter un document qui expose les conclusions de l'organisme agréé quant à la conformité des installations aux dispositions réglementaires applicables, notamment celles énoncées dans le Code du travail (articles R. 4227-42 à R. 4227-57) et dans la directive 1999/92/CE relative aux prescriptions minimales pour l'amélioration de la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés à des atmosphères explosives (réglementation ATEX). En effet, le rapport de contrôle technique des installations électriques présenté au titre de l'année 2025 ne présente pas les installations situées dans les zones soumises à un risque d'atmosphères explosives (ATEX), ainsi qu'un exposé des mesures de prévention spécifiques mises en œuvre pour prévenir des risques. De telles zones sont présentes dans les silos du fait des poussières de céréales reconnues pour leur explosivité.

A ce sujet, le contrôleur technique électrique dans son rapport 2025, stipule : « *En l'absence de Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) .... les dispositions réglementaires applicables à ces zones seront considérées comme non vérifiées dans le présent rapport.* ».

En outre, l'analyse des documents, des registres, des comptes rendus d'interventions et des rapports de visite périodique concernant les installations électriques met en évidence des incohérences documentaires et des lacunes récurrentes. De plus dans les rapports d'Inspection DREAL il est relevé des non-conformités répétitives d'une année à l'autre (CF: constat n°1 du rapport).

En réponse à ces manquements, l'exploitant a indiqué, par courrier électronique le 14 novembre 2025, que le document requis, le DRPCE, était en cours d'élaboration et qu'il serait finalisé début décembre 2025.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :



<p>L'exploitant doit engager les actions nécessaires pour répondre aux non conformités ici relevées. Il communiquera à l'inspection les actions définies en ce sens avec leur échéancier.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir ou de mettre à jour le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) conformément aux exigences réglementaires et de faire effectuer par un organisme agréé le contrôle avec le volet ATEX de ses installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Protection contre les risques électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques ATEX et électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 15 - Installations électriques (arrêté préfectoral du 18/08/1997)</u></p> <p>"...les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées, et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).</p> <p>Le matériel électrique sera au moins du type IP 5 XX ou IP 6 XX ; il sera en outre protégé contre les chocs."</p> <p><u>Article 9 (arrêté ministériel du 29/03/2004)</u></p> <p>"...Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li> <li>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C..."</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que certains appareils électriques ne présentaient pas le degré de protection IP requis (normes IP5xx/IP6xx). Ce défaut ne permet pas de garantir l'étanchéité nécessaire à leur environnement d'utilisation (environnement empoussiéré). Par ailleurs, certains boîtiers de distribution énergétique présentaient des défauts d'étanchéité au niveau des passes-câbles, comme en attestent les photographies jointes.</p>

<p>En réponse, l'exploitant a indiqué dans un courrier électronique du 14 novembre 2025, qu'une intervention était prévue avec son prestataire au cours de la semaine 48).</p> <p>L'exploitant a transmis par mail, le 16/12/2025, des photographies attestant du remplacement de prises de courant dans la gaine électrique (ancienne moulure) ainsi que du remplacement d'un presse-étoupe sur un coffret électrique. Cependant, ces indications ne permettent pas de justifier la réalisation de l'intégralité des actions correctives requises.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera aux corrections des non-conformités constatées (étanchéité des appareils IP5xx/IP6xx, passes-câbles des boîtiers de distribution et appareils terminaux non-étanche...), et de transmettra un compte rendu des interventions réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 11 : Protection contre les risques électrostatiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques ATEX et électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 16 - Mise à la terre des installations exposées aux poussières</b>  Les appareils et masses métalliques (machines, manutention...) exposés aux poussières devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.  La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.  La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.  Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été relevé une non-conformité initiale concernant l'absence de document attestant la vérification périodique des résistances de terre, telle qu'exigée par le Code du travail et la norme NF C 15-100.</p> <p>Dans un courrier électronique du 18 novembre 2025, l'exploitant a transmis le compte rendu du contrôle périodique des installations électriques relatives à son silo. Ce document fait état de la valeur de 8 mesurée pour la résistance de terre. Cette valeur est conforme aux exigences en vigueur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller au contexte normatif (zone ATEX ) qui pourrait imposer une valeur <math>\leq 5</math> dans un avenir proche.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Récupération et élimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 36
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 36.1</u> L'exploitant tiendra à jour un relevé précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans. Ces déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées. Les produits recyclables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées à cet effet, ce que l'exploitant doit être en mesure de justifier.</p> <p><i>Article 36.2 - dispositions relatives aux plans d'éliminations des déchets</i></p> <p><u>36.2.1</u> L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIRA) approuvé par arrêté préfectoral du 28 août 1994.</p> <p><u>36.2.2</u> L'élimination des déchets ménagers, des déchets industriels et commerciaux banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 26 janvier 1996.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, de nombreux déchets étaient dispersés sur l'ensemble du site, en dehors des zones dédiées à leur stockage.</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des déchets ont notamment été constatés au niveau du poste de livraison électrique (HTA/BT) où des pneumatiques usagés étaient présents sans raison. Il semblerait que ces pneumatiques proviennent de l'établissement voisin spécialisé dans le traitement de pneumatiques usagés.</li> <li>- Dans l'ancien local « GAZ », l'exploitant a laissé à l'abandon des fûts contenant potentiellement des produits chimiques, ainsi que divers cartons.</li> <li>- A plusieurs endroits du site, des détritux variés ont été relevés tels que : bâches déchirées, des déchets plastiques (emballages, films, etc.) et des cartons abandonnés.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a ainsi pas tenu compte des observations formulées lors de l'inspection de 2020.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le 16/12/2025, des photographies attestant de l'enlèvement des pneumatiques usagés. Cependant, les éléments fournis ne permettent pas de justifier la réalisation de l'intégralité des actions correctives requises.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>1. L'exploitant doit évacuer les déchets vers des filières autorisées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Clôtures du Site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 8</b> Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.
<b>Constats :</b>  Des brèches ont été relevées dans la clôture de séparation entre la voie ferrée très fréquentée Lyon-Grenoble et l'établissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place (ou réparer) une clôture efficace pour séparer son installation de la voie ferrée. Il prendra l'attache à cette fin du gestionnaire de voie (ex. : SNCF Réseau).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois